

<b>Réponse d'ArcelorMittal à la consultation publique portant propositions de règles prudentielles ayant vocation à s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel</b>
--

ArcelorMittal a pris connaissance des propositions de règles prudentielles formulées par la Commission de Régulation de l'Energie dans sa consultation publique ouverte le 4 juillet 2024.

Cette proposition s'inscrit dans la transposition des dispositions de la directive électricité révisée UE 2019/944 et plus particulièrement de son article 18bis. L'objectif poursuivi est de renforcer la protection des consommateurs et de tirer les conséquences de la crise énergétique des années 2022 et 2023, qui a vu survenir plusieurs cas de faillites de fournisseurs. De tels événements sont dommageables non seulement pour les consommateurs, basculés vers un fournisseur de dernier recours désigné par la CRE, mais pour l'ensemble des fournisseurs qui subissent les conséquences de défauts de concurrents sur leurs engagements.

Ces propositions concernent ArcelorMittal Energy Sca, filiale du Groupe en charge de l'approvisionnement énergétique des sites, notamment en France.

ArcelorMittal salue la volonté du régulateur de trouver un juste équilibre entre latitude laissée aux fournisseurs pour exercer leur activité et lourdeur des procédures de contrôle. A ce titre, l'approche séquentielle proposée par la CRE est particulièrement intéressante.

ArcelorMittal s'interroge néanmoins sur les modalités d'application de ces règles prudentielles, et en particulier sur l'application des obligations de couverture au cas singulier que représente sa filiale ArcelorMittal Energy. Ce cas présente plusieurs spécificités dans la relation client – fournisseur :

- 1) Une répercussion intégrale des évolutions du contrat sur les clients dans le cadre de contrats back-to-back : les contrats entre les clients (= les sites du Groupe) et ArcelorMittal Energy sont des contrats adossés (*back-to-back*) : toutes les évolutions du contrat, à la hausse comme à la baisse, sont répercutées directement sur le client, *modulo* des frais de fonctionnement approuvés par le Groupe. Ces modalités sont de nature à éviter tout conflit d'intérêt entre le client et le fournisseur.
- 2) Un contrat « clic+spot » où le prix du clic est pré-validé par le client. Les contrats sont de type contrat « clic + spot », c'est-à-dire indexés spot avec des possibilités de couverture sur demande du client ou du Groupe. Cette organisation contractuelle ne peut faire naître de mésentente entre le client et son fournisseur, étant donné que le mandat de clic est systématiquement donné par le client, avec une pré-validation du prix en tant que tel.  
*A titre d'exemple, un site peut demander à couvrir une part de ses besoins en volume sur le marché physique si les prix passent sous un certain seuil.*
- 3) Un risque de défaut limité par l'assise financière d'ArcelorMittal SA. En tant que filiale du groupe ArcelorMittal, le risque de défaut d'ArcelorMittal Energy est limité.
- 4) Des clients dont le besoin de protection est moindre. Les clients servis par ArcelorMittal Energy sont par définition des clients experts : ils appartiennent à ce que la CRE désigne comme des clients de "haut de portefeuille" (= au segment de consommateurs C1) et bénéficient d'un contrat de raccordement, généralement au réseau de transport (de manière plus rare, au réseau de distribution). Ils ont donc une connaissance marché approfondie. Leur besoin de protection par rapport à des clients résidentiels ou TPE/PME est moindre. Le portefeuille d'ArcelorMittal Energy ne comprend par exemple pas de clients profilés au sens de l'ARENH.

A la lumière de ces éléments, un contrôle de l'adéquation entre les approvisionnements du fournisseur et les engagements pris avec les clients semble peu adéquat et requiert un traitement spécifique. Dans cette perspective, une typologie des fournisseurs et une application différenciée de l'obligation de couverture en fonction des clients semblerait bienvenue. Le dispositif proposé à consultation par la CRE ne semble pas pousser suffisamment loin cette distinction et pourrait prendre en compte plusieurs critères pour identifier plus finement les fournisseurs avec un profil de risque important :

1. le poids de ces clients de haut de portefeuille dans le portefeuille total ;
2. le type de contrat et notamment le fait qu'il s'agisse d'un contrat à prix fixe sur des volumes indéterminés ou sujet à variation ;
3. les critères de solidité financière et de gouvernance, bien identifiés dans le dispositif proposé par la CRE.

Sur les autres éléments proposés par la CRE, à savoir : a) le suivi des capacités financières ; et b) le contrôle de la stratégie de gestion des risques et les pratiques de gouvernance, ArcelorMittal reconnaît qu'il s'agit de principes de bonne gestion. Ces principes n'appellent pas de remarques complémentaires.